



L'ÉDITORIAL



DES «ÉCHOS»

## Le monde sans Lehman

Quinze ans après la faillite de Lehman Brothers, le monde de la finance est-il aujourd'hui plus sûr ? Pour éviter qu'un tel désastre ne se reproduise, de nombreuses leçons ont été tirées, des mesures prises et des pratiques abandonnées. Mais le travail a-t-il été fait ? Les crises bancaires du printemps dernier montrent que la stabilité du secteur reste perfectible, et que la bataille contre la prochaine crise est loin d'être gagnée.

**Les banques, même les plus grosses, se savent désormais mortelles**, et le récent sauvetage de Credit Suisse par UBS confirme que leurs errements sont désormais sanctionnés. Tout a été fait pour que de telles opérations soient à la fois rapides et financées par le privé, autrement dit sans que le contribuable ait à mettre la main à la poche.

Des surcharges en fonds propres ont été imposées aux banques, qui ont du coup choisi d'abandonner certaines activités devenues trop coûteuses, parmi les plus risquées. Elles ont aussi mis bon ordre dans leur offre, misant davantage sur les économies de coûts qu'elles pouvaient réaliser en massifiant les volumes des produits les plus standardisés, plutôt que sur les marges qu'elles pouvaient tirer des produits les plus compliqués.

Autre avancée, la BCE a pris la main pour surveiller les plus gros établissements de la zone euro, là où les régulateurs nationaux avaient autrefois la priorité... au risque de voir les enjeux politiques les influencer.

Mais qu'on ne s'y trompe pas. Même s'il y a un avant et un après Lehman, la stabilité financière reste, quinze ans après, un chantier inachevé. Il y a toujours des trous dans la raquette. Certains établissements, aux Etats-Unis notamment, ne sont toujours pas soumis aux nouvelles règles. La faillite de SVB suivie du sauvetage de plusieurs banques américaines l'a récemment prouvé. Quant à la finance de l'ombre, si elle est globalement mieux encadrée, une partie des activités toujours plus larges et protéiformes de ce laboratoire de l'innovation financière continuent d'échapper à la surveillance des autorités.

Et puis surtout, de nouveaux risques sont apparus. Y compris sur les produits réputés les plus simples et les plus sûrs, comme les obligations d'Etat détenues par les banques, dont la valeur a fondu avec la remontée des taux à marche forcée.

Dans ce contexte, le ras le bol réglementaires des banques a de quoi inquiéter. En particulier aux Etats-Unis, où les grands établissements sont vent debout contre le renforcement de leurs règles prudentielles. Quinze ans après la faillite de Lehman Brothers, Wall Street a déjà oublié.